

67312



DISTR.
GENERALE

E/ECA/TRADE/89/24
1er Novembre 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

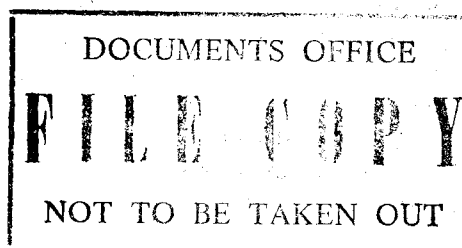
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dixième session de la Conférence des
ministres africains du commerce

13 - 15 novembre 1989

Addis-Abeba (Ethiopie)



RAPPORT A LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DU COMMERCE
SUR LA SITUATION DES RELATIONS COMMERCIALLES ENTRE
L'AFRIQUE ET LA CHINE

I. INTRODUCTION

1. Ce rapport succinct sur la situation des échanges commerciaux entre l'Afrique et la République populaire de Chine est élaboré en vertu de la décision prise aux huitième et neuvième sessions de la Conférence des ministres africains du commerce. Il repose sur l'étude préparée par le secrétariat intitulée : Mécanismes pour faciliter le commerce entre les pays africains et la Chine¹. Bien que cette étude couvre seulement quelques pays africains, un certain nombre des observations qu'elle contient s'appliquent d'une manière générale à l'ensemble des pays du continent.

2. L'Afrique et la Chine ont tout à gagner dans le court, moyen et long terme de programmes élaborés et acceptés mutuellement en vue de promouvoir et de développer leurs relations commerciales. Tout d'abord, il y a un engagement concernant le volume et la composition de leurs exportations afin de renforcer leurs efforts respectifs pour le développement. Ceci est conforme aux vœux exprimés par les hommes politiques africains que ce soit au niveau national ou au cours des différentes réunions régionales en Afrique. D'autre part, l'Afrique et la Chine possèdent d'énormes potentialités qui leur permettent de réaliser la complémentarité en ce qui concerne l'offre et la demande. Enfin, les deux parties reconnaissent que le commerce entre elles est d'une importance capitale pour le bien-être de leurs peuples, notamment en raison du fait qu'il peut constituer un puissant moteur de la croissance économique et une base pour réduire à l'avenir le recours à l'assistance étrangère.

3. En raison des liens traditionnels de l'Afrique avec les anciens colonisateurs, la Chine n'est pas pour elle un important partenaire commercial. Toutefois, on retrouve dans quelques pays africains un grand nombre de personnes d'origine chinoise. Il importe également de noter que la Chine et l'Afrique ont en commun certaines caractéristiques du fait de leur qualité de régions en développement. De plus, il convient également de rappeler que la Chine a soutenu matériellement et politiquement la lutte de quelques pays africains pour l'indépendance.

4. Ce n'est qu'en 1979 que la République populaire de Chine a opté une politique de "porte-ouverte" permettant une interaction accrue avec l'extérieur devant être basée sur l'égalité et l'intérêt mutuel ainsi que tendre vers le multilatéralisme. Les réformes du système du commerce extérieur qui ont été introduites en 1979 visaient à la décentralisation de la gestion dans le secteur. De ce fait, les services et les entreprises industrielles ainsi que les administrations locales à tous les niveaux étaient autorisés à exporter et/ou importer directement au lieu de passer, dans le cadre de la gestion centralisée, par les entreprises nationales chargées du commerce sous la tutelle de l'ancien ministère du commerce extérieur.

5. D'autres réformes du système du commerce extérieur entreprises par le Gouvernement chinois ont eu lieu en 1984 et visaient à renforcer et améliorer

¹ Voir document E/ECA/TRADE/89/7

davantage le contrôle des systèmes macro-économique et administratif. En d'autres termes, ces réformes avaient été conçues dans le but de réglementer rationnellement le commerce extérieur en utilisant les taux de change, les droits de douanes, les taxes et le crédit. L'élément clé consistait à augmenter les exportations et à avoir les devises nécessaires pour importer davantage de technologies à une grande échelle.

II. TENDANCES RECENTES DU COMMERCE AFRO-CHINOIS

A. Aperçu

6. Les statistiques montrent que d'une manière générale les relations commerciales afro-chinoises étaient relativement plus développées au cours des années 60 et 70 que pendant les années 80. Le volume du commerce entre les pays africains et la Chine a augmenté substantiellement dans les années 70 en raison de plusieurs facteurs tels que : a) le désir mutuel des pays africains et de la Chine de démontrer clairement la portée de leurs liens étroits forgés au cours de la période précédant les indépendances; b) l'exécution de divers projets de développement industriel entrepris par les chinois dans certains pays africains nouvellement indépendants et comportant l'importation d'une grande quantité de machines et de produits de consommation; et c) la situation relativement meilleure en matière de devises et de balance des paiements des économies africaines en raison des termes de l'échange généralement favorables prévalant alors pour les divers produits de base que la région exportait.

7. L'Afrique possédait d'autre part plusieurs produits agricoles dont la Chine avait besoin en tant que matières premières pour sa production locale en échange d'une variété de produits de consommation de l'industrie légère qu'elle offrait à des prix abordables en comparaison des prix appliqués aux autres sources d'approvisionnement de l'Afrique. Les produits chinois étaient en même temps commodités, notamment pour couvrir les besoins de la majorité des Africains dont le revenu était bas. Les principales exportations africaines étaient le café, le thé, le coton, les noix de cajou, le sisal et ses fibres ainsi que les peaux et cuirs. Les exportations de la Chine à destination de l'Afrique se composaient principalement de textiles, de bicyclettes, de la coutellerie et d'ustensiles de cuisine, de hoes, de papeterie, de porcelaine, de réchauds de, jouets, de quincaillerie, etc..

8. Les années 60 et 70 ont été aussi caractérisées par une participation importante des Chinois aux efforts de développement économique et industriel de plusieurs pays africains. En République-Unie de Tanzanie et en Zambie par exemple, les chinois ont réalisé ce qui reste le plus grand projet afro-chinois à ce jour, le chemin de fer reliant la Tanzanie à la Zambie (TAZARA). En outre, au cours de ces années, les relations se sont développées davantage dans les domaines culturel et militaire, ce qui a permis la construction de stades nationaux par les chinois et l'importation d'armes diverses et de matériel militaire de fabrication chinoise par certains pays africains. De plus, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement africains ont effectué des visites officielles en Chine au cours des années 60 et 70. Ces visites visaient non seulement à resserrer les liens d'amitié et de solidarité mais aussi à créer de nouvelles perspectives pour le commerce bilatéral. En règle générale, les conditions économiques favorables conjuguées aux grandes initiatives

politiques de deux parties ont permis l'établissement de solides relations commerciales entre l'Afrique et la Chine.

9. Au cours des années 80, la valeur du commerce entre la Chine et ses partenaires africains a subi une baisse notable. En effet, de 760 millions de dollars des Etats-Unis qu'elle représentait en 1982, la valeur des exportations de la Chine à destination de l'Afrique n'était plus que 421 millions en 1986. Le tableau de l'annexe à l'étude E/ECA/TRADE/89/7 pour 1987 indique la même situation pour cette valeur. Les importations chinoises de produits africains sont descendues de 311 millions de dollars en 1983 à 254 millions en 1986 et à 154 millions en 1987. La balance du commerce extérieur de l'Afrique vis-à-vis de la Chine était déficitaire de 320 millions de dollars en 1986 et d'un milliard 76 millions de dollars en 1987. En d'autres termes, l'Afrique a importé de la Chine deux fois plus qu'elle n'a exporté vers ce pays en 1986 et presque huit fois plus en 1987. Les principales raisons de cette chute brutale et de cette situation peu favorable du commerce sont essentiellement : a) l'autosuffisance croissante de la Chine dans le domaine des produits agricoles qui constituaient habituellement le gros des exportations africaines au cours des années 60 et 70 et b) la diminution des réserves en devises connue par la plupart des pays africains depuis le début des années 80.

10. Les données de l'étude intitulée "Mécanismes pour faciliter le commerce entre les pays africains et la Chine" E/ECA/TRADE/89/7 indiquent qu'il y a au moins 40 pays africains qui ont noué des relations commerciales avec la Chine. Cependant, l'Afrique ne recevait en moyenne que 2,4% des exportations de la Chine et lui fournissait environ 1,1% seulement de ses importations au cours des années 80.

11. Les relations commerciales de la Chine avec les pays africains sont régies par des accords qui respectent la clause de la nation la plus favorisée du GATT et contiennent une liste indicative des produits à échanger entre les deux parties. Dans quelques cas, des accords de paiement existent également.

12. La plupart des pays africains ont connu au cours des années 80 des problèmes aigus de la balance des paiements qui découlaient de la médiocrité des résultats économiques dans l'ensemble. Ceci résultait à son tour de plusieurs facteurs : récession économique mondiale et effondrement concomitant des cours des principaux produits de base; non-compétitivité des industries de transformation manufacturières basées sur l'importation; faible utilisation de la capacité; protectionnisme de la part des pays développés à économie de marché; et quelquefois application de politiques et de programmes mal conçus, ainsi que catastrophes naturelles multiples et autres problèmes socio-politiques; autant de facteurs qui ont gravement miné le pouvoir d'achat des pays africains et constitué des obstacles à l'investissement rentable dans les industries de transformation à valeur ajoutée dans ces pays.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

13. Sur la base de ce qui a été indiqué ci-dessus et en vue d'assurer une exploitation effective des potentialités du commerce afro-chinois, les gouvernements africains devraient envisager les recommandations suivantes :

A. Politique générale

a) Adopter une politique bien déterminée en vue d'encourager la promotion du commerce bilatéral avec la Chine. Cette politique devrait être largement diffusée parmi les principales parties prenantes telles que les paysans, les hommes d'affaires et les industriels ainsi que les fonctionnaires de l'Etat. Bien qu'il y ait jusqu'ici un certain nombre de pays africains qui ont signé des accords de commerce avec la Chine, il n'y a pas de politique bien définie en vue d'intéresser les secteurs privé et public à l'expansion des échanges commerciaux à deux sens avec la Chine;

b) Les pays africains qui ont des missions diplomatiques en Chine devraient s'assurer qu'ils disposent d'une représentation commerciale viable et efficace en Chine chargée d'assurer la responsabilité d'identifier et de diffuser les offres économiques et commerciales, y compris les possibilités de créer des sociétés mixtes entre la Chine et leurs pays respectifs;

c) Les pays africains devraient identifier des secteurs, tels que l'agriculture, l'agro-industrie et l'investissement industriel orienté vers le développement rural, où réaliser conjointement des investissements dans lesquels la Chine a acquis de l'expérience et dont l'exploitation accroîtrait la valeur ajoutée dans la transformation des produits d'exportation traditionnels de l'Afrique;

d) Les gouvernements et les hommes d'affaires africains devraient être conscients du fait que le commerce avec la Chine est comme le commerce avec tout autre partenaire commercial à visé. Il nécessite une préparation psychologique et une responsabilisation adéquates ainsi que la connaissance de mentalité des milieux d'affaires. Les importateurs/exportateurs chinois ne sont pas plus philanthropes que les autres partenaires dans le monde.

e) Les gouvernements africains devraient faire participer leurs milieux d'affaires (publics et privés) aux principales étapes conduisant à l'identification et à l'exploitation des possibilités commerciales existant rapidement abandonner les marchés omission entre gouvernements en faveur des transactions commerciales négociées par les firmes chinoises et les pays africains concerné doit être considéré et pratiqué comme un commerce normal et démystifié.

B. Mécanismes institutionnels

a) Il y a un besoin pressant d'établir un système d'information commerciale afro-chinois efficace et détaillé afin de sensibiliser les milieux d'affaires africains aux possibilités, aux problèmes et aux procédures dans le commerce et les autres domaines de coopération économique entre les pays africains et la Chine. Peut-être des organismes tels que la Commission économique pour l'Afrique en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le Centre (CNUCED/GATT) du commerce internationale omission (CCI) la ZEP la Zone d'échanges préférentiels, des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pourraient-ils prendre l'initiative dans la région afin de combler le vide en matière d'information

commerciale et de démystifier le marché chinois pour l'ouvrir aux exportations et aux importations africaines,

b) Une utilisation plus efficace devrait être faite des commissions comités mixtes créés par plusieurs pays africains avec la Chine afin d'appliquer les dispositions des accords commerciaux conclus avec elle. A cette fin, il faudrait que les milieux d'affaires opérant dans les domaines soient plus efficacement représentés au sein de ces organes au détriment des fonctionnaires de l'Etat;

c) La CEA, la ZEP, le CCI, en collaboration avec les autorités chinoises compétentes devraient étudier la possibilité d'organiser soit en Afrique, soit en Chine des foires commerciales afro-chinoises afin de faire largement découvrir les potentialités en matière d'exportation et d'importation entre l'Afrique et la Chine;

d) Dans le but d'atténuer les effets défavorables des problèmes généralisés de devises, le recours au troc nécessitant notamment l'expansion et l'exportation des produits agricoles non traditionnels. Et, chaque pays devrait mettre sur pied une commission du troc pour gérer l'application des mesures prises dans ce sens;

e) Etant donné que ni le Yuan chinois ni les monnaies des partenaires commerciaux africains ne sont librement convertibles sur le marché international, il faudrait prendre des mesures afin de permettre aux pays africains et à la Chine de tenir des comptes bancaires réciproques en monnaie locale en tant que système de paiements et de compensation pour des articles déterminés. A titre d'exemple, la Chine importerait des produits africains en utilisant la monnaie du pays concerné, lequel importerait des produits chinois en payant en Yuans. Il conviendrait d'encourager les banques centrales respectives à créer un système de compensation.

ANNEXE

COMMERCE EXTERIEUR DE LA CHINE
(en millions de dollars)

	Exportations 1987	Importations 1987
Total mondial (IFS)	39.542	43.392
Total mondial (DOTS)	39.464	43.222
Pays industrialisés	14.536	26.452
Etats-Unis	3.030	4.836
Canada	409	1.403
Australie	298	1.325
Japon	6.392	10.087
Nouvelle-Zélande	44	216
Autriche	29	266
Belgique Luxembourg	253	296
Danemark	111	179
Finlande	59	165
France	436	899
Allemagne	1.223	3.129
Islande	2	-
Irlande	11	9
Italie	570	1.248
Pays-bas	606	231
Norvège	124	103
Espagne	120	336
Suède	98	321
Suisse	189	503
Royaume-Uni	532	900
Pays en développement	22.679	13.903
Afrique	1.230	154
Algérie	44	3
Angola	14	-
Benin	10	-
Botswana	3	2
Burkina Faso	3	-
Burundi	2	1
Cameroun	7	-
Cap-Vert	-	-
République centrafricaine	1	-
Tchad	1	-

	<u>Exportation</u>	<u>Importation</u>
	<u>1987</u>	<u>1987</u>
Comores	-	-
Congo	2	2
Cote d'Ivoire	23	11
Djibouti	7	-
Guinée équatoriale	-	-
Ethiopie	7	1
Gabon	5	5
Gambie	8	-
Ghana	4	14
Guinée	5	-
Guinée-Bissau	-	-
Kenya	26	-
Libéria	30	-
Madagascar	6	-
Mali	6	2
Mauritanie	21	-
Maurice	22	-
Maroc	127	25
Mozambique	5	7
Namibie	-	-
Niger	4	-
Nigéria	22	3
Réunion	3	-
Rwanda	6	-
Sénégal	11	-
Seychelles	1	-
Sierra Leone	3	-
Somalie	3	2
Soudan	19	1
Tanzanie	12	1
Togo	17	3
Tunisie	19	22
Ouganda	12	-
Zaire	708	5
Zambie	1	5
Zimbabwe	-	27
Afrique non spécifiée	5	5

Source : Fonds monétaire international. (Direction of Trade Statistics yearbook, 1988)